

## **Tarif**

*du 28 juin 1988*

### **des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens en matière civile**

---

#### *Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg*

Vu l'article 28 de la loi du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat ;

Vu les articles 111 et 116 du code de procédure civile ;

Sur la proposition de la Direction de la justice, de la police et des affaires militaires,

*Arrête :*

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Champ d'application**

##### **Art. 1**

<sup>1</sup> Le présent tarif règle la fixation des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens en matière civile.

<sup>2</sup> Il est applicable par analogie en matière tutélaire.

<sup>3</sup> Il est applicable par analogie aux dépens alloués par les organes de la justice civile statuant sur des litiges relevant du droit de la poursuite ; les tarifs spéciaux sont réservés.

<sup>4</sup> ...

## CHAPITRE II

### Honoraires

#### *I. Dispositions générales*

##### **Art. 2**

<sup>1</sup> Les honoraires de l'avocat dus à titre de dépens sont fixés de manière globale (art. 3) ou détaillée (art. 4).

<sup>2</sup> En cas de fixation globale, l'autorité tiendra compte notamment de la nature, de la difficulté et de l'ampleur de la procédure et du travail nécessaire de l'avocat, de l'intérêt et de la situation économiques des parties.

<sup>3</sup> En cas de fixation détaillée, l'autorité tiendra compte notamment du temps nécessaire à la conduite du procès dans des circonstances ordinaires ainsi que des intérêts en jeu.

<sup>4</sup> Les montants mentionnés dans le présent tarif ne comprennent pas la taxe à la valeur ajoutée. Celle-ci sera indiquée séparément dans la liste présentée par l'avocat et dans la décision de fixation.

#### *II. Fixation globale*

##### **Art. 3**

<sup>1</sup> Les honoraires de l'avocat dus à titre de dépens sont fixés sous la forme d'une indemnité globale dans les cas suivants :

- a) ...
- b) les affaires contentieuses de la compétence du président du tribunal d'arrondissement, à l'exception de celles qui lui sont attribuées par l'article 56 de la loi du 28 février 1986 sur le registre foncier : indemnité maximale de 4000 francs
- c) les affaires contentieuses de la compétence définitive du tribunal d'arrondissement : indemnité maximale de 4000 francs
- d) les affaires relevant de la juridiction des prud'hommes : indemnité maximale de 4000 francs
- e) les affaires où exceptionnellement une autorité tutélaire alloue des dépens : indemnité maximale de 2000 francs
- f) l'intervention civile au procès pénal : indemnité maximale de 6500 francs

- g) les recours contre les jugements du président du tribunal d'arrondissement selon la lettre b : indemnité maximale de 2500 francs
- h) les recours contre les jugements de la juridiction des prud'hommes : la même indemnité maximale qu'en première instance
- i) les recours à la Cour de modération : indemnité maximale de 600 francs
- j) les procès directs devant la Cour de modération : indemnité maximale, celle qu'aurait pu allouer le juge ordinairement compétent
- k) ...

<sup>2</sup> L'autorité de fixation (art. 12) peut augmenter ces montants jusqu'à leur double si des circonstances particulières le justifient ; l'indemnité globale ne peut toutefois être supérieure à celle qui aurait été allouée en cas de fixation détaillée.

### *III. Fixation détaillée*

#### **Art. 4** Base

Dans les causes autres que celles qui sont visées à l'article 3, la fixation des honoraires dus à titre de dépens a lieu sur la base d'un tarif horaire de 200 francs. L'article 6 est réservé.

#### **Art. 5** Supplément

<sup>1</sup> Le juge peut allouer un supplément équitable lorsque des circonstances particulières, qui n'ont pas influé sur le nombre d'heures de travail fourni, le justifient. Ce supplément ne peut pas dépasser le montant des honoraires fixés selon l'article 4.

<sup>2</sup> Dans les causes de nature pécuniaire, les honoraires fixés conformément à l'article 4 sont majorés jusqu'à un maximum de 350 % selon l'échelle suivante :

- a) de 15 % pour une valeur déterminante de 38 000 francs, taux qui progresse de 0,4 % par tranche de 1000 francs supplémentaires, jusqu'à 125 000 francs
- b) de 50 % pour une valeur déterminante de 125 000 francs, taux qui progresse de 0,2 % par tranche de 1000 francs supplémentaires, jusqu'à 600 000 francs
- c) de 150 % pour une valeur déterminante de 600 000 francs, taux qui progresse de 4 % par tranche de 100 000 francs supplémentaires, jusqu'à 2 500 000 francs

- d) de 250 % pour une valeur déterminante de 2 500 000 de francs, taux qui progresse de 4 % par tranche de 500 000 francs supplémentaires, jusqu'à 15 000 000 de francs
- e) de 350 % pour une valeur déterminante de 15 000 000 de francs et au-delà.

La valeur déterminante est arrondie respectivement aux 1000, 100 000 ou 500 000 francs inférieurs.

<sup>3</sup> La valeur déterminante au sens de l'alinéa 2 est la valeur litigieuse calculée selon les règles du code de procédure civile. Toutefois, le montant de la demande reconventionnelle ou de la créance opposée en compensation est additionné à celui de la demande principale dans la mesure où elles ne s'excluent pas.

<sup>4</sup> Lorsque, dans un procès entre époux, des prétentions litigieuses relatives au régime matrimonial ont fait l'objet de la procédure probatoire, l'autorité fixe équitablement le travail spécifique à ces conclusions et alloue la moitié du supplément correspondant à la valeur déterminante de ces conclusions.

<sup>5</sup> La modification de la valeur litigieuse entraîne la modification de la valeur déterminante dès le moment où la valeur litigieuse a été valablement modifiée en procédure.

<sup>6</sup> Le juge peut réduire le supplément, jusqu'à la moitié du montant fixé selon l'alinéa 2, lorsque le procès se termine sans jugement, lorsque la partie condamnée aux dépens était défaillante, lorsque la procédure a été particulièrement brève, ou lorsqu'il y a une disproportion manifeste entre la valeur litigieuse et l'intérêt des parties au procès.

## **Art. 6**      Correspondance

<sup>1</sup> La correspondance et les communications téléphoniques nécessaires à la conduite du procès mais qui ne sortent pas du cadre d'une simple gestion administrative du dossier, notamment les lettres de transmission et les requêtes de prolongation de délai ou de renvoi d'audience, donnent exclusivement droit à un paiement forfaitaire, à titre d'honoraires, de 400 francs au maximum.

<sup>2</sup> Exceptionnellement, le juge peut aller jusqu'à un maximum de 600 francs, notamment lorsque la cause a nécessité une correspondance d'une ampleur extraordinaire.

## CHAPITRE III

### Débours

#### Art. 7

<sup>1</sup> Les débours nécessaires à la conduite du procès sont remboursés au prix coûtant, sous réserve de ce qui suit.

<sup>2</sup> Il est calculé 30 centimes par photocopie isolée ; lorsque de nombreuses photocopies pouvaient être réalisées ensemble, le juge peut réduire ce montant par copie.

<sup>3</sup> Les indemnités de déplacement, englobant tous les frais (transport, repas, etc.) ainsi que le temps y consacré, sont fixées par un arrêté spécial.

<sup>4</sup> En cas de fixation globale sans dépôt de liste, l'autorité tient équitablement compte des débours lors de la fixation de l'indemnité.

## CHAPITRE IV

### Procédure

#### *I. Présentation de la liste*

#### Art. 8 Généralités

<sup>1</sup> Les honoraires et débours d'avocat requis à titre de dépens sont présentés sous la forme d'une liste détaillée signée par l'avocat de l'ayant droit.

<sup>2</sup> Toutefois, en cas de fixation globale, la présentation d'une liste détaillée n'a lieu que si l'autorité le requiert lors de la notification du dispositif du jugement attributif des dépens.

#### Art. 9 Liste

<sup>1</sup> La liste indique dans l'ordre chronologique les prestations effectuées par l'avocat, leur objet et leur durée ; elle comprend également l'indication du montant des honoraires et des débours correspondant à chaque prestation.

<sup>2</sup> La liste peut être remplacée par une copie de la fiche comptable comportant toutes ces indications.

<sup>3</sup> La liste mentionnera en outre, après le détail des prestations, le total des honoraires, celui des indemnités de route et celui des autres débours.

#### Art. 10 Récapitulation

...

**Art. 11** Délai

<sup>1</sup> La liste détaillée doit être remise à l'autorité de fixation dans les quarante jours à compter de la notification du dispositif du jugement attributif des dépens. Toutefois, lorsque l'attribution des dépens est l'objet d'un recours ou est l'œuvre du Tribunal cantonal ou d'une de ses sections, le délai de remise est de dix jours à compter de la notification du dispositif de l'arrêt.

<sup>2</sup> Les délais fixés à l'alinéa 1 peuvent être prolongés de 10 jours sur requête motivée. A l'expiration du délai, l'autorité procède d'office à la fixation (art. 13 al. 2).

*II. Fixation***Art. 12** Autorité

L'autorité de fixation est le juge qui a alloué définitivement les dépens ; s'il s'agit d'une autorité collégiale autre que le Tribunal cantonal ou l'une de ses sections, c'est son président.

**Art. 13** Décision

<sup>1</sup> L'autorité de fixation rend sa décision sur le vu du dossier judiciaire et, le cas échéant, de la liste détaillée. Elle vérifie la réalité des opérations et leur nécessité pour la conduite du procès ; elle provoque, au besoin, des explications contradictoires.

<sup>2</sup> Lorsque la liste détaillée n'a pas été présentée conformément aux exigences des articles 8 à 11, l'autorité de fixation statue d'office sur la base du dossier judiciaire et des pièces produites.

<sup>3</sup> ...

<sup>4</sup> En cas de fixation détaillée, la décision de fixation est, en principe, portée directement sur la liste par l'indication du total de la somme allouée ainsi que de l'état des dépens qui en résulte ; l'autorité de fixation indique, en outre, sur la liste la mesure dans laquelle elle a décidé de ne pas admettre des débours.

<sup>5</sup> La décision comporte l'indication de la voie et du délai de recours (art. 15). Les décisions de fixation concernant une même cause sont notifiées simultanément à chaque partie.

**Art. 14** Recours

## a) Parties et objet

<sup>1</sup> Les parties au procès ont seules qualité pour recourir.

<sup>2</sup> Les décisions de fixation, sauf celles prises par le Tribunal cantonal ou l'une de ses sections, sont susceptibles de recours.

**Art. 15**     b) Délai et forme

<sup>1</sup> Le recours est adressé, en trois exemplaires, à la Cour de modération du Tribunal cantonal (ci-après : la Cour) dans les trente jours dès la réception de la décision de fixation.

<sup>2</sup> Le recours doit indiquer le montant admis ou réclamé et être brièvement motivé sur les points critiqués. L'article 159 al. 2 du code de procédure civile est applicable par analogie.

**Art. 16**     c) Echange d'écritures

<sup>1</sup> Le président de la Cour fait notifier un exemplaire du mémoire de recours à l'intimé ; un autre exemplaire est adressé à l'autorité de fixation.

<sup>2</sup> Dès réception de cet avis, l'autorité de fixation transmet le dossier complet à la Cour et peut y joindre des observations au recours, en trois exemplaires.

<sup>3</sup> L'intimé peut, dans les trente jours dès la notification du mémoire de recours, déposer une réponse en deux exemplaires.

<sup>4</sup> Lorsqu'une réponse ou des observations ont été déposées, le président de la Cour peut ordonner un échange complémentaire d'écritures.

**Art. 17**     d) Arrêt

<sup>1</sup> La Cour pourvoit d'office aux vérifications qu'elle juge nécessaires et procède, au besoin, à l'administration de preuves. Elle statue en principe sans débats ; exceptionnellement, elle peut décider d'entendre les parties dans l'exposé oral de leurs moyens.

<sup>2</sup> Le recours a un effet dévolutif complet.

<sup>3</sup> L'article 307 du code de procédure civile est applicable par analogie à la décision de la Cour.

**Art. 18**     Droit supplétif

Les dispositions du code de procédure civile sont au surplus applicables dans la mesure où la nature de la procédure de fixation le permet.

**CHAPITRE V****Dispositions finales et transitoires****Art. 19** Abrogation

Le tarif du 27 décembre 1929 des honoraires et débours d’avocat dus à titre de dépens est abrogé.

**Art. 20** Disposition transitoire

Le présent tarif est applicable à tous les procès en cours. Le tarif du 27 décembre 1929 reste applicable aux causes dans lesquelles la décision d’attribution des dépens est entrée en force avant l’entrée en vigueur du présent tarif.

**Art. 21** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le présent tarif entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1988.

<sup>2</sup> Il est publié dans la Feuille officielle, inséré dans le Bulletin des lois et imprimé en livrets.

---

**Exemples d’application de l’article 5 al. 2<sup>1)</sup>**

*<sup>1)</sup> Tableau adapté par le Département (actuellement : Service) de la justice (FO 1995 n° 44) suite à la modification de l’art. 5 al. 2 par l’arrêté du 14.7.1995.*

| Sommes | Augmentation % |
|--------|----------------|
| 000    | 0,0            |
| 37 000 | 0,0            |
| 38 000 | 15,0           |
| 40 000 | 15,8           |
| 45 000 | 17,8           |
| 50 000 | 19,8           |
| 55 000 | 21,8           |
| 60 000 | 23,8           |
| 65 000 | 25,8           |
| 70 000 | 27,8           |

---

| Sommes  | Augmentation % |
|---------|----------------|
| 75 000  | 29,8           |
| 80 000  | 31,8           |
| 85 000  | 33,8           |
| 90 000  | 35,8           |
| 95 000  | 37,8           |
| 100 000 | 39,8           |
| 105 000 | 41,8           |
| 110 000 | 43,8           |
| 115 000 | 45,8           |
| 120 000 | 47,8           |
| 125 000 | 50,0           |
| 130 000 | 51,0           |
| 135 000 | 52,0           |
| 140 000 | 53,0           |
| 145 000 | 54,0           |
| 150 000 | 55,0           |
| 155 000 | 56,0           |
| 160 000 | 57,0           |
| 165 000 | 58,0           |
| 170 000 | 59,0           |
| 175 000 | 60,0           |
| 180 000 | 61,0           |
| 185 000 | 62,0           |
| 190 000 | 63,0           |
| 195 000 | 64,0           |
| 200 000 | 65,0           |
| 205 000 | 66,0           |
| 210 000 | 67,0           |
| 215 000 | 68,0           |
| 220 000 | 69,0           |

---

| Sommes  | Augmentation % |
|---------|----------------|
| 225 000 | 70,0           |
| 230 000 | 71,0           |
| 235 000 | 72,0           |
| 240 000 | 73,0           |
| 245 000 | 74,0           |
| 250 000 | 75,0           |
| 255 000 | 76,0           |
| 260 000 | 77,0           |
| 265 000 | 78,0           |
| 270 000 | 79,0           |
| 275 000 | 80,0           |
| 280 000 | 81,0           |
| 285 000 | 82,0           |
| 290 000 | 83,0           |
| 295 000 | 84,0           |
| 300 000 | 85,0           |
| 305 000 | 86,0           |
| 310 000 | 87,0           |
| 315 000 | 88,0           |
| 320 000 | 89,0           |
| 325 000 | 90,0           |
| 330 000 | 91,0           |
| 335 000 | 92,0           |
| 340 000 | 93,0           |
| 345 000 | 94,0           |
| 350 000 | 95,0           |
| 355 000 | 96,0           |
| 360 000 | 97,0           |
| 365 000 | 98,0           |
| 370 000 | 99,0           |

---

| Sommes  | Augmentation % |
|---------|----------------|
| 375 000 | 100,0          |
| 380 000 | 101,0          |
| 385 000 | 102,0          |
| 390 000 | 103,0          |
| 395 000 | 104,0          |
| 400 000 | 105,0          |
| 405 000 | 106,0          |
| 410 000 | 107,0          |
| 415 000 | 108,0          |
| 420 000 | 109,0          |
| 425 000 | 110,0          |
| 430 000 | 111,0          |
| 435 000 | 112,0          |
| 440 000 | 113,0          |
| 445 000 | 114,0          |
| 450 000 | 115,0          |
| 455 000 | 116,0          |
| 460 000 | 117,0          |
| 465 000 | 118,0          |
| 470 000 | 119,0          |
| 475 000 | 120,0          |
| 480 000 | 121,0          |
| 485 000 | 122,0          |
| 490 000 | 123,0          |
| 495 000 | 124,0          |
| 500 000 | 125,0          |
| 505 000 | 126,0          |
| 510 000 | 127,0          |
| 515 000 | 128,0          |
| 520 000 | 129,0          |

---

| Sommes    | Augmentation % |
|-----------|----------------|
| 525 000   | 130,0          |
| 530 000   | 131,0          |
| 535 000   | 132,0          |
| 540 000   | 133,0          |
| 545 000   | 134,0          |
| 550 000   | 135,0          |
| 555 000   | 136,0          |
| 560 000   | 137,0          |
| 565 000   | 138,0          |
| 570 000   | 139,0          |
| 575 000   | 140,0          |
| 580 000   | 141,0          |
| 585 000   | 142,0          |
| 590 000   | 143,0          |
| 595 000   | 144,0          |
| 600 000   | 150,0          |
| 700 000   | 154,0          |
| 800 000   | 158,0          |
| 900 000   | 162,0          |
| 1 000 000 | 166,0          |
| 1 100 000 | 170,0          |
| 1 200 000 | 174,0          |
| 1 300 000 | 178,0          |
| 1 400 000 | 182,0          |
| 1 500 000 | 186,0          |
| 1 600 000 | 190,0          |
| 1 700 000 | 194,0          |
| 1 800 000 | 198,0          |
| 1 900 000 | 202,0          |
| 2 000 000 | 206,0          |

---

| Sommes     | Augmentation % |
|------------|----------------|
| 2 100 000  | 210,0          |
| 2 200 000  | 214,0          |
| 2 300 000  | 218,0          |
| 2 400 000  | 222,0          |
| 2 500 000  | 250,0          |
| 3 000 000  | 254,0          |
| 3 500 000  | 258,0          |
| 4 000 000  | 262,0          |
| 4 500 000  | 266,0          |
| 5 000 000  | 270,0          |
| 5 500 000  | 274,0          |
| 6 000 000  | 278,0          |
| 6 500 000  | 282,0          |
| 7 000 000  | 286,0          |
| 7 500 000  | 290,0          |
| 8 000 000  | 294,0          |
| 8 500 000  | 298,0          |
| 9 000 000  | 302,0          |
| 9 500 000  | 306,0          |
| 10 000 000 | 310,0          |
| 10 500 000 | 314,0          |
| 11 000 000 | 318,0          |
| 11 500 000 | 322,0          |
| 12 000 000 | 326,0          |
| 12 500 000 | 330,0          |
| 13 000 000 | 334,0          |
| 13 500 000 | 338,0          |
| 14 000 000 | 342,0          |
| 14 500 000 | 346,0          |
| 15 000 000 | 350,0          |